



**HAL**  
open science

## Afrique(s), les médias entre histoire et mémoire

Jamil Dakhliya, François Robinet

► **To cite this version:**

Jamil Dakhliya, François Robinet. Afrique(s), les médias entre histoire et mémoire. *Le Temps des Médias*, 2016, 1 (26), pp.5-25. 10.3917/tdm.026.0005 . hal-04392967

**HAL Id: hal-04392967**

**<https://hal.science/hal-04392967>**

Submitted on 7 Jun 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Afrique(s) : les médias entre histoire et mémoires

Jamil Dakhli, Professeur en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle, chercheur au CIM-MCPN et chercheur associé au LCP-IRISSO (UMR 7170).

François Robinet, Maître de Conférences en histoire, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines, co-secrétaire de rédaction du *Temps des Médias*

« La démocratisation des États africains a été, pour une part essentielle, l'œuvre des médias. C'est lorsque journaux et radios indépendants ont connu le développement spectaculaire qui a été le leur que la marche vers des sociétés ouvertes, pluralistes, a été enclenchée: les médias ont obligé les pouvoirs à fonctionner sous le regard et la surveillance du public, en même temps qu'ils ont donné à entendre des voix dissidentes, des démarches alternatives ».<sup>1</sup>

Ces propos du philosophe Souleymane Bachir Diagne font écho aux principaux questionnements qui, depuis près d'une vingtaine d'années, focalisent l'attention des chercheurs soucieux d'étudier les rapports entre les médias et l'Afrique. Dans quelle mesure les médias africains ont-ils constitué des acteurs majeurs de la transition vers la démocratie qui s'est amorcée au tournant des années 1980-1990 ? Qu'en est-il de leur contribution à la constitution d'espaces publics ouverts aux débats, à la délibération et à la controverse? Dans certains contextes de troubles voire de conflits, les médias africains ont-ils œuvré en faveur de la préservation de la paix ou de la montée des tensions? Autant de questionnements qui restent d'une étonnante actualité comme en atteste la

publication quasi-simultanée en 2015 de trois ouvrages collectifs centrés sur ces thématiques.

## **Les médias africains face aux défis de la démocratisation**

Dirigé par Marie-Soleil Frère et réalisé en hommage à Françoise Havelange<sup>2</sup>, *Médias d'Afrique*<sup>3</sup> propose une quinzaine de contributions aux approches diverses<sup>4</sup>. Il s'agit pour les auteurs de brosser un portrait d'un quart de siècle de mutations médiatiques en Afrique francophone à travers l'étude de contenus médiatiques, des pratiques professionnelles des journalistes, des rapports entretenus entre les rédactions et leurs publics ou du rôle joué par les médias dans les processus d'entrée ou de sortie de crise politique. Il ressort de la lecture de l'ouvrage une période marquée par de profondes ruptures (liberté d'expression; essor de la presse satirique ou des radios communautaires; changements dans les pratiques journalistiques liées à l'essor des technologies de la communication...) mais aussi des continuités fortes avec les décennies précédentes (poids des médias d'État; diversités des entraves à l'essor du marché publicitaire ou de la distribution...), l'ouvrage se concluant sur un bilan qui fait écho aux propos de Souleymane Bachir Diagne: « S'il est un acquis irréversible des processus d'ouverture démocratique entamé il y a deux décennies et demi, il semble bien que ce soit précisément le pluralisme médiatique»<sup>5</sup>.

Ces questionnements sont également au cœur de la réflexion menée par une trentaine de chercheurs (politologues, chercheurs en SIC, linguistes, etc.) réunis en juin 2013 à Berne pour un colloque dont les actes viennent d'être

publiés<sup>6</sup>. L'ouvrage est consacré aux mutations des médias durant la période post-Guerre froide vues cette fois-ci au prisme de l'étude des productions discursives en français. Les contributions dessinent un paysage médiatique complexe, en profonde mutation (essor de la presse et des radios communautaires, de la presse satirique, etc.) et confronté à la concurrence des médias internationaux (RFI, TV5 Monde...). Elles confirment le rôle inégal joué par les médias dans des processus de démocratisation plus ou moins aboutis selon les pays. Certains textes soulignent par ailleurs les enjeux cruciaux que revêtent les rapports à la langue française pour comprendre la circulation de l'information, l'inégale appropriation des discours médiatiques par les publics ou les modalités de construction de certaines identités culturelles.

L'importance de la langue se retrouve dans plusieurs contributions de l'ouvrage collectif dirigé par Winston Mano, *Racism, ethnicity and the Media in Africa*<sup>7</sup>. Centré sur l'étude des médias africains diffusés dans l'espace anglophone, l'ouvrage s'inscrit plus largement dans le sillage des perspectives ouvertes par certaines approches postcoloniales. À ce titre, il se présente comme une « tentative pour placer le racisme et l'ethnicité en bonne place sur l'agenda politique et académique avec le but de générer de nouvelles connaissances et d'encourager des approches plus équilibrées des sujets fondamentaux »<sup>8</sup>. Considérant les médias de masse comme trop rarement étudiés lorsqu'il s'agit d'approcher les modalités selon lesquelles ils peuvent consolider ou sous-évaluer le racisme ou l'ethnicité, les contributions se donnent pour projet d'approcher « le rôle joué par les médias dans la représentation, la sous-estimation et le renforcement des

conflits raciaux et ethniques passés et contemporains».

S'ils permettent d'insister sur la centralité des trois questionnements évoqués en préambule, ces ouvrages récents semblent confirmer l'analyse qui était à l'origine de la démarche de Marie-Soleil Frère et de Sylvie Capitant lorsqu'elles dirigèrent le dossier *Les Afriques médiatiques* pour la revue *Afrique contemporaine*<sup>9</sup> : en dépit de problématiques parfois communes, les recherches de langue française et anglaise se focalisent sur leurs espaces linguistiques de prédilection et mobilisent de manière durable des historiographies, des méthodes et des concepts différents<sup>10</sup>.

### **Du colonial au postcolonial: modèles, identités et héritages**

L'intérêt porté aux évolutions de ce dernier quart de siècle ne doit pas occulter l'importance des recherches académiques dédiées aux périodes antérieures.

Les travaux de langue française précédemment cités doivent beaucoup aux publications pionnières d'AndréJean Tudesq qui mit en valeur le rôle central des missions religieuses dans l'essor de la presse écrite et de la radio en Afrique tout en proposant des synthèses d'envergure couvrant les espaces francophone, anglophone et lusophone sur l'essor de la presse écrite, des radios et de la télévision<sup>11</sup>. Dans son sillage, Annie-Lenoble Bart proposa deux monographies importantes, la première sur l'hebdomadaire catholique basé à Dakar *Afrique nouvelle*, la seconde sur la revue rwandaise *Dialogue*<sup>12</sup> ainsi que plusieurs publications sur la presse confessionnelle, les médias au Rwanda ou l'adaptation des

médias africains à la mondialisation<sup>13</sup>. Ces deux chercheurs furent à l'origine de plusieurs thèses remarquables soutenues à l'Université de Bordeaux Montaigne parmi lesquelles celles d'Etienne Damome<sup>14</sup>, de Norbert Ouendji<sup>15</sup> ou de Brice Rambaud qui, à travers une étude comparée des presses kenyane et burkinabé, distingue l'existence de deux modèles occidentaux (anglophone/francophone) de développement distincts<sup>16</sup>. D'autres travaux ont approfondi ce corpus de connaissances sur les conditions spécifiques d'un essor de médias audiovisuels dont les contenus, les pratiques professionnelles ou les rapports aux publics se sont définis dans une négociation permanente avec les pouvoirs politiques en place<sup>17</sup>.

S'il est malaisé de cerner en quelques lignes les apports de l'historiographie de langue anglaise, il est aussi difficile de ne pas mentionner les apports fondamentaux du professeur Francis B. Nyamnjoh sur le rôle joué par les médias africains dans les processus démocratiques vus au prisme de la fabrique des identités culturelles, dans un contexte d'adaptation à la mondialisation<sup>18</sup>. Citons également les contributions d'Herman Wasserman, professeur de l'Université de Cape Town, éditeur de la revue *African Journalism Studies* qui éclaire le rôle des médias populaires dans l'Afrique du Sud *postapartheid* ainsi que leur influence dans l'affirmation des processus démocratiques à l'échelle du continent<sup>19</sup>.

Une place doit enfin être faite aux approches centrées sur l'étude des représentations médiatiques forgées en Occident. Dès les années 1970, dans le cadre de la réflexion menée sur le nouvel ordre mondial de l'information, des rapports de l'Unesco insistent sur les effets de la définition de l'agenda médiatique international par les médias occidentaux, sur les

représentations réductrices du continent africain et sur l'ethnocentrisme des journalistes occidentaux<sup>20</sup>. Sous l'influence de traditions de pensées liées au marxisme, au post-structuralisme ou aux *cultural studies*, les productions médiatiques sont dès lors considérées comme un des vecteurs du maintien des difficultés des pays africains dans leurs projets d'affirmation politique et économique<sup>21</sup>. Relativement délaissées au sein de l'espace académique francophone, ces approches critiques trouvent quelques prolongements récents dans des recherches qui explorent l'influence des regards occidentaux sur la circulation internationale de l'information, les couvertures inégales et parfois approximatives de certains conflits africains ou encore les effets de ces discours occidentaux sur les choix opérés par la diplomatie internationale<sup>22</sup>.

### **Récits médiatiques et médiation de l'histoire africaine**

Au sein de cette recherche foisonnante, relativement cloisonnée selon les espaces linguistiques, les disciplines voire le type de médias, l'étude des mutations des paysages médiatiques lors de ce dernier quart de siècle s'avère donc largement dominante. À ce titre, *Le Temps des Médias* a jugé utile de lancer en 2014 un appel à contributions invitant à mettre plus largement en perspective historique l'étude des liens entre l'Afrique et les médias en opérant un triple déplacement du regard.

Le premier propose de travailler collectivement sur une thématique transversale qui ne place en son cœur ni les rapports à la démocratie, ni la constitution des espaces publics, ni même les enjeux liés aux rapports Nords-Suds.

Le choix a été fait de mobiliser un thème relativement familier aux historiens: l'étude des rapports entre médias, histoire et mémoire(s)<sup>23</sup>. Il s'agissait dès lors d'inviter la communauté des chercheurs à explorer les formes que prend la médiation de l'histoire africaine<sup>24</sup> ainsi que les types de récit que les journalistes contribuent à faire circuler sur cette histoire, à la fois complexe et diverse<sup>25</sup>, mais aussi souvent dramatique et en partie partagée avec les anciennes métropoles européennes<sup>26</sup>. Un deuxième déplacement du regard vise à ouvrir la réflexion à la diversité et à la complémentarité des approches en valorisant à la fois les propositions centrées sur le comparatisme entre médias – voire, dans l'idéal, « transmedia », entre espaces ainsi que les contributions qui éclaireraient les continuités et les ruptures entre la période coloniale, les années qui suivent les indépendances et la période post-Guerre froide<sup>27</sup>. Il nous a enfin semblé précieux de ne pas limiter nos interrogations aux médias africains mais d'ouvrir celles-ci aux dialogues, aux circulations et aux interactions possibles avec les médias français, internationaux ou panafricains.

Ainsi pensée, la thématique ouvre des perspectives que l'on peut regrouper autour de trois questionnements principaux.

Il s'agit d'abord d'étudier les représentations médiatiques de l'histoire africaine et plus singulièrement de ce passé commun entre la France, l'Europe et l'Afrique. Qu'est-ce que ces représentations révèlent de l'évolution du regard porté sur le continent et des identités africaines qui ont pu être postulées et construites par les médias? Existe-t-il une vision homogène de cette histoire sur le continent africain? Des visions nationales? Quelles perceptions de la France et des Français révèlent ces productions médiatiques? Quelles



valeurs, quels principes et quels imaginaires nourrissent ces récits produits et diffusés sur les événements *a posteriori* ?

Un deuxième questionnement vise à comprendre les modalités de fabrication de ces représentations du passé par les médias et leurs évolutions. Quelles sont les principales sources mobilisées pour évoquer cette histoire? Quelles stratégies les groupes porteurs de mémoire déploient-ils pour accéder à l'espace public français, à leur espace public national voire à une médiatisation à l'échelle internationale? Quelle est la part jouée par les imaginaires des journalistes, par la manière dont ils perçoivent leur public, par la structuration des espaces publics? Quelles évolutions la révolution du numérique et l'accélération de la circulation des flux d'information ont-elles générées?

Il s'agit enfin d'étudier certains enjeux de ces représentations en vertu de trois dimensions:

La première correspond aux enjeux politiques des rapports entretenus entre médias et processus de mémorialisation. À quelles occasions les médias furent-ils utilisés par des pouvoirs politiques dans des stratégies d'usage de ce passé à des fins de mobilisation du public, d'obtention du consentement de celui-ci ou de recherche de popularité, de légitimité ou de crédibilité ? Le souvenir de certains faits liés à cette histoire spécifique a-t-il pu constituer un outil de communication politique pour des pouvoirs en place? De quelle mémoire officielle de ces événements les médias français et africains sont-ils parfois les relais ?

Une deuxième dimension porte sur les effets de ces représentations du passé sur la construction des identités

individuelles et collectives. Quelle est la contribution des discours médiatiques à la fabrique de sentiments d'appartenance? De quelle(s) manière(s) ces représentations sont-elles susceptibles d'affecter le rapport de certains groupes au présent ou à l'avenir ? Dans quelle mesure les représentations occidentales ont-elles pu influencer la vision que les Africains ont eue de leur propre histoire.

Un dernier aspect concerne les modalités d'écriture de l'histoire et le rôle social de l'historien face aux stratégies de différents acteurs mobilisant des mémoires concurrentes de ce passé partagé (usage politique du passé; revendications mémorielles; négationnisme; enjeux de justice...). En vertu de quels critères d'analyse ces productions médiatiques peuvent-elles constituer une source pour l'écriture de l'histoire des liens entre la France et l'Afrique? Quelle position l'historien doit-il adopter face aux tentatives d'écriture d'une histoire du temps présent proposées par certains journalistes spécialistes du continent africain? Comment l'historien des médias peut-il contribuer à un rapprochement entre ces mémoires et le(s) récit(s) historique(s)?

### **Afrique(s), les médias entre histoire et mémoires**

Le dossier offert aux lecteurs répond partiellement à ce cahier des charges. Il se constitue de deux entretiens et de douze articles inédits d'historiens, anthropologues, chercheurs en SIC ou en études cinématographiques. S'il faut bien sûr rester prudents quant à la représentativité de la trentaine de propositions reçues, leur diversité et leur qualité dessinent en creux un paysage de la recherche sur les liens entre l'Afrique et les médias. Dominant en effet les propositions sur l'espace

francophone, mobilisant des approches centrées sur un support ou de type monographique avec une sous-représentation des propositions portant sur la radio et la télévision<sup>28</sup> et à l'inverse un nombre de textes importants sur la presse écrite et le cinéma<sup>29</sup>. Les auteurs ont souvent fait en sorte de proposer une réflexion « trans-périodes » avec une tendance à une focalisation sur quelques moments traumatiques de cette histoire partagée<sup>30</sup>. Les textes publiés émanent de chercheurs, jeunes ou confirmés, qui ne sont pas tous spécialistes des terrains africains. L'intérêt spécifique des propositions retenues réside dans l'originalité des sources mobilisées, des thèses avancées voire des approches choisies. Celles-ci tracent trois grands axes d'analyse, suivant un plan chronologico-thématique, qui souligne la rupture de la décolonisation : « Journalisme et regards sur l'Afrique en période coloniale (1880-1960) », « Cinéma, luttes politiques et coopérations internationales (1960-2015) », « Journalisme, mémoires et enjeux politiques (1960-2015) ».

Le premier axe exprime les enjeux des différents regards européens journalistiques et, plus largement, médiatiques, qui se posent sur l'Afrique pendant sa conquête puis en période d'administration coloniale.

Ainsi, Michael Palmer insiste sur le rôle clé, dans la politique impérialiste européenne, de journalistes qui non seulement se spécialisent dans la geste coloniale mais pratiquent un lobbying sans relâche pour soutenir des initiatives missionnaires ou militaires, et servir les intérêts marchands de leur pays. À cet égard, l'un des intérêts de son étude est de mettre en miroir, dans le contexte du « *Scramble for Africa* », deux figures emblématiques de la presse de la Belle Époque : en France, Harry Alis qui, tout en officiant au *Journal des Débats* et dans

l'agence Dalziel, est le fer de lance du Comité de l'Afrique française et, au Royaume-Uni, Flora Shaw, chargée des pages coloniales du *Times*, première femme à atteindre de telles responsabilités et fervent soutien de l'expansionnisme de Cecil Rhodes. En tant que journalistes, tous deux ont une lucidité particulière quant à l'importance stratégique d'une course à l'implantation du télégraphe et du chemin de fer sur le « continent noir », afin de bénéficier d'un avantage psychologique et de remporter la bataille de l'information.

Examinant le traitement de l'Afrique dans les médias helvétiques entre 1880 et 1939, Patrick Minder démontre quant à lui que la mentalité coloniale ne concerne pas que les puissances coloniales. Sous l'angle iconographique, notamment, il explore un corpus extrêmement riche et varié où tout témoigne de la prégnance en Suisse du même imaginaire colonial que dans le reste de l'Europe, avec les mêmes stéréotypes ravalant les Africains à l'animalité : affiches, journaux et magazines, publicités, vignettes pour enfants, jeux, voire villages et expositions « noirs/nègres » s'inscrivent dans le sillage des « zoos humains » alors en vogue, et contribuent à naturaliser, dans l'imaginaire collectif de l'époque, la supériorité de la race blanche et par là même, à justifier la colonisation.

Facteurs du passage d'un racisme scientifique à un racisme populaire, ces représentations médiatiques – au sens large du terme, les exhibitions d'êtres humains, en tant que véhicules idéologiques, pouvant elles aussi être considérées comme des médias – finissent par se heurter à des contre-discours dénonçant les méfaits de la colonisation et l'infériorisation des Africains. Dans l'affirmation d'un anticolonialisme métropolitain, la mémoire collective mais aussi, en particulier, la mémoire de la profession journalistique tendent à accorder

à Albert Londres un rôle pionnier, qu'il convenait donc d'interroger à nouveaux frais. En raison de leurs ancrages disciplinaires respectifs, en sémiologie pour la première, en littérature pour la seconde, les contributions de Frédéric Lambert et Sophie Desmoulin fournissent un éclairage différent sur le rôle de l'auteur de *Terre d'ébène* auprès de l'opinion. Elles aboutissent même à des conclusions divergentes sur le degré de transgression anticoloniale de l'écrivain-journaliste, ce qui en dit long sur la richesse et l'ambivalence de la posture qu'il incarne de son vivant et pour la postérité.

Frédéric Lambert insiste sur le fait qu'Albert Londres ne se contente pas d'être, en tant que journaliste, un simple témoin des faits du colonialisme mais déploie l'ambition de travailler pour l'ensemble de la société française en suscitant son indignation. En portant, pour le *Petit Parisien*, « la plume dans la plaie » de l'Afrique coloniale, il inaugure une esthésie de la dénonciation, exprimant le corps de l'auteur et sa place dans le monde, nouvel horizon d'attente tant journalistique que littéraire dans lequel s'inscriront, à sa suite, André Gide ou Michel Leiris, tandis que la création du prix éponyme en 1932 contribuera à en faire, mais à partir des années 1970 seulement, un mythe professionnel.

De son côté, Sophie Desmoulin relativise l'entreprise de dénonciation du reporter. Elle la réinscrit tout à la fois dans la « mode nègre » des années folles et dans le dispositif rédactionnel et commercial du *Petit Parisien*, où le péritexte et notamment les illustrations ajoutées à ses articles flattent le goût des lecteurs pour l'exotisme et biaisent la portée subversive de son discours. Plus significatif encore, elle relève que l'auteur condamne effectivement les défaillances et la cruauté du système colonial, ce qui, à n'en pas douter, est

courageux pour son époque, mais ne va point, toutefois, jusqu'à remettre en cause le principe même de la colonisation ou la perception d'une altérité fondamentale des Noirs, qu'il reconduit au bout du compte dans ses écrits.

Le second axe met l'accent sur le rôle crucial du cinéma, après les indépendances, dans la réappropriation par les différents peuples africains de leur histoire et, parallèlement, l'instauration de projets culturels nationaux.

Samuel Lelièvre propose tout d'abord un panorama des grandes lignes de force du cinéma africain, tout en soulignant le caractère incongru d'une conception uniforme de ce dernier, qui ferait fi des différences nationales et de la diversité des films produits ou des pratiques mises en œuvre. À la recherche d'une légitimité non seulement auprès des populations africaines, mais aussi des bailleurs de fonds et des publics occidentaux, les différentes productions cinématographiques du continent ont eu tendance à privilégier le rapport des cultures traditionnelles à une histoire récente, marquée par le colonialisme et ses conséquences. Aussi bien dans leur projet artistique que dans leur réception critique, les films africains se retrouvent donc majoritairement rabattus sur un terrain politique et idéologique: c'est donc un réalisme social qui domine, conçu par opposition au réalisme des pratiques ethnographiques, considéré comme réducteur, voire « néo-colonialiste ».

L'enjeu politique, ou plus exactement géopolitique, du développement des cinématographies nationales se reflète dans l'étude de Gabrielle Chomentowski, qui éclaire un pan négligé de l'histoire culturelle africaine : l'assistance en termes de matériel technique, de formation et de diffusion que

l'URSS apporta à plusieurs pays africains des années 1950 aux années 1980. Dès les indépendances, les représentations diplomatiques soviétiques établissent des accords de coopération cinématographiques avec les nouveaux gouvernements. Pour les Soviétiques, ces accords sont dans la continuité d'une propagande initiée dès les années 1920, où le cinéma est un outil par excellence pour éduquer les masses et promouvoir l'idéologie communiste, y compris en dehors de l'Union Soviétique, ce qui revêt un enjeu tout particulier durant la Guerre froide. Pour les intellectuels africains et les futurs cinéastes en formation, souvent déjà séduits par les idées marxistes, le film est un outil d'éducation et d'éveil des consciences nationales, l'influence soviétique permettant au surplus de combattre l'hégémonie des productions américaines et françaises.

Nadine Wanono revient elle aussi sur un épisode méconnu de formation d'un cinéma africain, à travers l'exemple de la coopération entre la France et le gouvernement mozambicain issu de l'indépendance en 1975, dont l'objectif était de promouvoir un cinéma national. Son analyse engage une réflexivité tout originale puisqu'elle s'y exprime à la fois en tant qu'ethnologue, témoin et actrice de cet épisode historique: elle a en effet participé au programme de formation conçu et mis en place par Jean Rouch et Jacques d'Arthuys, afin de donner, sur place, la parole aux étudiants mozambicains grâce à une technologie facile d'accès, le 8mm, dans la même perspective d'invention d'un cinéma révolutionnaire que la fondation de l'Institut National du Cinéma (INC) mozambicain en 1975 ou l'autre projet de coopération avec la France, conduit par Jean-Luc Godard. Ce recul permet à Nadine Wanono de rendre compte du dialogue impossible entre

d'une part, les équipes françaises dépêchées sur place qui véhiculaient des valeurs d'individualisme et de créativité personnelle et d'autre part, des autorités qui attendaient une écriture plus officielle d'une Révolution, appelant à la création d'un Homme nouveau. Même l'emploi de techniques cinématographiques légères est source de malentendu, puisqu'il est vu côté français comme une possibilité pour les marges sociales de s'exprimer, et interprété par le pouvoir mozambicain comme un vecteur de la propagande néolibérale de Kodak. Le cinéma n'est pas le seul outil médiatique d'affirmation politique après les indépendances : la presse écrite africaine joue un rôle décisif en la matière, par la dialectique qu'elle instaure entre actualité et histoires nationales. Parallèlement, en France, la couverture journalistique de l'Afrique est parfois travaillée par le souci de dépasser les contentieux coloniaux et de contribuer à des relations non dissymétriques. Aussi le troisième axe de notre dossier est-il consacré aux enjeux politiques des liens que des journalistes africains et français ont pu établir entre mémoires et histoire depuis les années 1960.

Marie Fierens se penche sur le cas de la presse écrite ivoirienne, qu'elle examine dans la diachronie: d'abord en 1960, au moment de l'indépendance à travers *Abidjan-Matin* et *Fraternité*, puis cinquante ans plus tard, avec les articles de *NotreVoie*, le titre de Laurent Gbagbo et de *Fraternité-Matin*, le quotidien d'État, qui reviennent sur cet événement. Ainsi explique-t-elle comment, entre les deux moments historiques considérés, s'opère une transformation radicale des « récits médiatiques», liée à la fois à l'évolution des relations politiques entre la France et son ancienne colonie et à la transformation du paysage médiatique ivoirien. En 1960,



*Fraternité* et *Abidjan-Matin* se rejoignent dans l'expression d'un désir d'émancipation nationale et le souhait, néanmoins, de maintenir des liens forts avec Paris. Mais pour le cinquantenaire de l'indépendance, à la suite de la libéralisation de la presse nationale en 1990, les deux titres étudiés affichent des positionnements discursifs nettement divergents: soucieux de représenter les intérêts de l'État, *Fraternité-Matin* emploie un ton plutôt modéré, et va même jusqu'à manifester une relative mansuétude envers l'ancienne puissance coloniale; au service d'un Parti, celui du président Gbagbo, *NotreVoie* se montre à l'inverse beaucoup plus militant et de ce fait vindicatif envers la France. Bocar Niang et Pascal Scallon Couinard questionnent quant à eux la couverture de Mai 68 au Sénégal dans les journaux français (AFP et *Le Monde*) et sénégalais (*Dakar-Matin*), sans doute responsable selon eux d'une minoration de la mémoire de cette révolte étudiante et syndicale, qui a pourtant secoué pendant de longs mois les fondements du jeune régime de Léopold Sédar Senghor. Le « Printemps dakarois » pouvait se prêter à plusieurs cadrages: simple péripétie ou véritable étape historique? Phénomène domestique ou importé? Rejet radical du pouvoir postcolonial ou défoulement collectif passager? En tout état de cause, les éléments les plus conservateurs de la société sénégalaise et le gouvernement français se sont rangés aux côtés du pouvoir de Senghor pour étouffer ce mouvement, et le soutien au régime de *Dakar-Matin* – prévisible mais aussi du *Monde* plus surprenant est à cet égard tout à fait significatif, et a sans doute contribué à neutraliser la portée subversive de ce conflit, qui aurait pu être la matrice de luttes sociales ultérieures.

De son côté, Lassané Yaméogo envisage le quotidien étatique *Sidwaya* en tant qu'observatoire ou même laboratoire des

représentations sur la France, ancienne puissance coloniale, et l'histoire révolutionnaire du Burkina Faso. Pour ce faire, il scrute trois périodes successives, qui reconfigurent puissamment ces représentations: la Révolution (1984), le Front populaire (1987) et la « Démocratie» (2007). Pendant l'euphorie révolutionnaire, *Sidwaya* s'essaie à un journalisme militant et virulent, pourfendant l'impérialisme français, mais dès la chute du régime révolutionnaire, le journal dénonce les dérives de la Révolution et prône des relations pacifiées avec la France. Grâce au « Second Printemps» de la presse burkinabè en 2007, qui voit sa relative libéralisation, les positions se font plus nuancées et les acquis de la période Sankara sont revisités, tandis que la parole est parfois donnée à l'opposition.

Avec l'article de Jonathan Landau, c'est au tour d'une émission désormais iconique, *Mémoire d'un Continent*, d'être interrogée. Consacrée à l'histoire du continent africain et de ses diasporas, elle frappe par sa longévité – elle est diffusée sur les ondes RFI depuis 1969 – ainsi que par sa popularité en Afrique francophone. Jonathan Landau retrace ses visages successifs, comme autant d'illustrations de l'évolution des relations diplomatiques, scientifiques et culturelles entre la France et les pays africains. Née d'une émission de théâtre historique, elle devient une émission de débats scientifiques. Puis dès le début des années 1970, elle propose une reprise en main de l'histoire africaine par des Africains, ce qui motive un projet durable de réhabilitation de l'histoire précoloniale visant à montrer qu'elle était glorieuse avant l'arrivée des Européens. La période suivante, de 1978 à 1995, est une « ère de témoins», priorité étant donnée à la collecte d'archives orales pour documenter l'histoire récente du Continent. Enfin, sous

l'égide d'Elikia M'Bokolo, directeur d'études à l'EHESS, elle renoue avec les débats scientifiques mais cette fois-ci, à partir d'un spectre élargi de sciences sociales et dans la perspective d'une Afrique actrice à part entière de la mondialisation

François Robinet s'intéresse à la participation des médias d'information français aux processus de construction mémorielle sur le génocide des Tutsi du Rwanda. À ce titre, il propose une contribution centrée sur la « question française » à savoir le souvenir construit et entretenu du rôle joué par la France au Rwanda avant, pendant et à l'issue du génocide. Il montre comment un groupe de journalistes a œuvré à conférer une place centrale à cette question en enquêtant sur les « responsabilités », les « complicités » voire la « culpabilité » de la France. Si ces investigations ont eu des vertus (progrès des connaissances sur le génocide, prise de conscience du statut spécifique de l'événement, attention accordée au moment de commémoration), elles ont aussi suscité des contre-discours de la part d'anciens responsables politiques et militaires français et de groupes hostiles au pouvoir de Paul Kagame. C'est ainsi depuis vingt ans une véritable controverse qui traverse les champs politiques et médiatiques et dans laquelle les chercheurs sont parfois sommés de prendre position.

En complément des différentes études de cas composant notre dossier, les deux entretiens réalisés permettent de penser une approche globale des médias africains ou sur l'Afrique, sous deux points de vue distincts, celui d'une Professeure en Sciences de l'information et de la communication, Annie Lenoble-Bart, spécialisée de longue date dans la recherche sur les médias d'Afrique sub-saharienne, et notamment dans leur composante confessionnelle; et celui d'un professionnel de la presse, Béchir Ben Yahmed, fondateur et pendant

longtemps directeur du plus célèbre des magazines panafricains, l'hebdomadaire d'actualités *Jeune Afrique*, fondé en 1961.

Invitée à revenir sur son parcours, Annie Lenoble-Bart explique comment l'histoire religieuse a été pour elle une porte d'entrée privilégiée pour aborder l'histoire des médias africains : les Pères Blancs jouissent en effet d'un quasi-monopole dans le secteur de la presse africaine jusqu'à l'indépendance du Rwanda, auquel elle consacre sa thèse en histoire des médias. De même les autorités ecclésiastiques sont-elles en 1947 à l'origine d'*Afrique Nouvelle*, revue auquel elle s'est également intéressée par la suite. La dimension confessionnelle constitue donc un trait d'union entre les principales publications qu'elle a étudiées, qu'il s'agisse de *Dialogue* (1967) au Rwanda ou d'*Afrique Nouvelle*. Cette dernière avait en outre la particularité de couvrir toute l'Afrique de l'Ouest, préfigurant d'autres journaux panafricains, tels *la Semaine Africaine* (1952) et après les indépendances, *Jeune Afrique*. Annie Lenoble-Bart souligne les carences des espaces publics européens au sujet des événements et des personnages historiques qui importent en Afrique

L'entretien que nous a accordé Béchir BenYahmed éclaire l'expérience de cet hebdomadaire de langue française publié depuis plus de cinquante ans en France et diffusé dans la majeure partie de l'Afrique francophone. Aux commandes depuis sa fondation en 1960, Béchir BenYahmed revient sur la genèse du projet dans les années 1950, l'expansion des années 1960-1970 qui fait de *Jeune Afrique* le titre de référence sur l'Afrique -, les difficultés économiques des années 1990 puis le renouveau et les adaptations des années 2000-2010. Il insiste sur les combats menés pour l'indépendance de la ligne éditoriale du journal et sur les évolutions de la stratégie économique de

l'entreprise *Jeune Afrique*. Son témoignage rend aussi compte de l'importance de l'identité perçue de l'hebdomadaire qui a su conquérir les publics africains en s'affirmant comme un titre indépendant, critique à l'égard des pouvoirs en place et se revendiquant de la lutte contre le colonialisme et les impérialismes.

## **Une histoire de l'Afrique par les médias: médiations, circulations, appropriations**

Qu'il s'agisse de l'histoire des médias africains, de l'histoire du journalisme sur l'Afrique ou de l'histoire des représentations occidentales du continent, la relecture de certains fonds d'archives (ceux d'*Afrique nouvelle* par Bocar Niang et Pascal Scallon-Chouinard par exemple) tout comme l'introduction du comparatisme (Michael Palmer; Patrick Minder), de l'histoire de circulations culturelles (Gabrielle Chomentowski) ou de démarches de recherche singulières (Nadine Wanono; Frédéric Lambert) permettent de revisiter et d'enrichir le regard porté sur certains acteurs (Flora Shaw; Albert Londres...), sur certains titres (du *Journal des débats* à *Dakar matin* en passant par *Notre voie* ou *Sidwaya*) et sur certaines dimensions de l'essor des médias africains plus particulièrement, les influences européennes et le rôle de la coopération internationale dans un contexte de rivalités entre puissances. Le dossier offre ainsi une bonne mise en perspective des acquis sur l'histoire du journalisme et des médias africains avec des éclairages notables sur la presse panafricaine et sur les presses – et les médias ivoiriens, sénégalais, burkinabés, rwandais. Les contributions permettent à la fois d'affiner nos connaissances sur les principales phases de l'essor de ces médias africains (avant

les indépendances; période des pouvoirs autoritaires ; période post-Guerre froide dite de transition vers la démocratie) tout en soulignant les continuités fortes qui peuvent parfois exister dans l'espace francophone. Ainsi les jeux d'influence avec les médias français et européens ressortent-ils: cette influence est d'abord relativement unilatérale avec l'essor des presses missionnaires et coloniales à partir de modèles européens; ces jeux d'influence tendent ensuite à se complexifier avec l'autonomisation progressive des rédactions africaines, l'adaptation de quelques médias francophones aux publics africains (*Jeune Afrique* ; *Mémoire d'un continent*) jusqu'au développement récent de contenus en ligne orientés vers la conquête de ces publics (*jeuneafrique.com* ; *Le Monde Afrique...*).

### **L'approche par les médias fait par ailleurs surgir trois dimensions à notre sens riches de perspectives.**

La première est la mise en valeur du rôle d'initiateurs, de passeurs ou de médiateurs entre les deux continents joué par certains individus (Elikia M'Bokolo, Ibrahima Baba Kake autour de Jacqueline Sorel par exemple) ou par certaines rédactions (*Afrique nouvelle*, RFI, *Jeune Afrique*). Plusieurs contributions montrent comment ce rôle ne peut être étudié qu'en prenant en compte l'insertion de ces hommes dans des réseaux: réseaux d'affaires, réseaux politico-militaires, réseaux d'intellectuels de la diaspora africaine à Paris, réseaux d'artistes, etc. susceptibles d'orienter les discours produits et diffusés sur l'Afrique, sur la France ou sur les relations des pays africains au reste du monde.

La seconde éclaire l'évolution des relations entre la France et les pays d'Afrique subsaharienne. Si ces espaces ont connu des

temporalités et des modalités différentes dans l'essor du journalisme et des médias et si des acteurs européens le Père Joseph Roger de Benoist, le comte Charles de Breteuil, par exemple ont joué un rôle moteur dans l'essor des médias africains, le dossier souligne l'existence de fortes interdépendances. Loin d'opérer toujours dans le sens d'une appropriation des techniques et pratiques du Nord par les pays africains, les contributions attestent de la complexité des itinéraires et des circulations des pratiques, des techniques, des représentations et des hommes. Ainsi, comme l'histoire culturelle nous y invite, les décloisonnements sont ici précieux, de même que la mobilisation de différentes échelles et de différents niveaux d'analyse.

La troisième confirme la fécondité d'une approche de l'histoire de l'Afrique par les médias africains. Les médias sont trop souvent utilisés comme source secondaire par les spécialistes du continent sans doute parce que leur exploitation n'est pas sans poser de redoutables difficultés<sup>31</sup>. Pourtant, y recourir en tant qu'objets d'études et sources principales ouvre la voie à un triple cahier des charges:

- 1) approfondir les recherches sur les figures emblématiques de l'histoire des médias africains sans occulter certains acteurs *a priori* secondaires (journalistes, hommes de presse, rédactions, réseaux de diffusion, institutions, etc.) en croisant approches monographiques et approches thématiques et en variant les échelles d'analyse
- 2) développer les études sur l'évolution des pratiques professionnelles des journalistes africains et des journalistes en Afrique – particulièrement sur les périodes antérieures aux années 1990 – en les connectant à l'analyse de l'évolution

des rapports aux publics ; 3) mobiliser ces sources afin d'éclairer les mutations de la communication politique, du rapport entretenu par les pouvoirs à l'opinion et aux publics ou encore la manière dont le passé est fréquemment mobilisé à des fins politiques.

L'essentiel nous semble cependant ailleurs. S'il confirme le rôle de filtres, de relais ou d'amplification de certaines mémoires joué par les médias – d'information ou de cinéma, le dossier révèle aussi certains des mécanismes qui conduisent à la réactivation, à la reconfiguration ou à l'occultation de mémoires en circulation dans les espaces publics français et africains. Plusieurs textes confirment le poids des représentations coloniales au sein des productions médiatiques occidentales (Patrick Minder, François Robinet), la mobilisation récurrente des récits liés à la conquête de l'indépendance, à la lutte contre le colonialisme et au rejet des impérialismes du côté africain (Jonathan Landau, Samuel Lelièvre, Marie Fierens). Ces tendances lourdes contribuent à mettre en lumière un certain nombre de faits, d'acteurs et de scènes quand d'autres tombent dans l'oubli. Sans surprise, en Afrique comme ailleurs, l'influence de la communication, de l'environnement ou des pressions politiques conduisent à forger des récits dominants sur les épisodes passés aux reconfigurations plus ou moins marquées selon l'évolution des contextes et des enjeux afférents (Marie Fierens, Lassané Yaméogo).

Loin d'opérer seul, le facteur politique doit être mis en tension avec les logiques professionnelles des journalistes. Celles-ci les conduisent en effet à remobiliser le récit de certains faits passés lors des périodes spécifiques que sont les temps de commémoration (François Robinet, Marie



Fierens), de tensions politiques (Sénégal, Rwanda, Côte d'Ivoire) ou de changement de pouvoir (Burkina Faso). Il est par ailleurs remarquable que depuis les années 1950, l'identité de certaines rédactions africaines ou panafricaines (à l'exemple d'*Afrique nouvelle* ou de *Jeune Afrique*) se définit au moins partiellement en fonction de leur positionnement à l'égard du colonialisme, de l'impérialisme et de leurs avatars postcoloniaux. La définition de ces identités par la fabrique de discours sur le passé africain a sans doute été l'une des conditions de l'appropriation de ces titres au sein d'une large partie du continent.

Plus fondamentalement encore, les contributions de ce dossier confirment que loin d'être seulement des filtres ou des relais, les médias d'information et de fiction peuvent être dans certains cas producteurs de récits sur le passé. Ils le sont par exemple lorsque des journalistes sont les passeurs-témoins d'événements auxquels ils ont assisté (Albert Londres, Patrick de Saint-Exupéry, Jean Hatzfeld, entre autres), lorsqu'ils font ressurgir dans le présent des témoignages ou des documents d'archives (Ibrahima Baba Kake, Elikia M'Bokolo), lorsqu'ils offrent aux publics des regards singuliers sur certains faits passés (Ousmane Sembène, Souleymane Cissé, Abderrahmane Cissako). Dans une fidélité plus ou moins grande au récit historique, ces figures du journalisme ou du cinéma, par leur audience, par les dynamiques enclenchées et par les récits produits, ne peuvent être uniquement considérés comme des passeurs ou des médiateurs: ce sont aussi des créateurs ou des producteurs de mémoires au sens où ils portent un récit de faits passés à la visibilité forte.

## **Circulations, constructions mémorielles et écriture de l'histoire**

Nous souhaiterions clore ce propos introductif en soulignant la fécondité d'un croisement des champs de l'histoire des médias, de l'histoire de l'Afrique et des *memory studies* en évoquant trois pistes pour le déploiement de futurs projets collectifs de recherche. La première serait une histoire des médias soucieuse d'étudier précisément les jeux d'influence multiples entre la France, l'Europe et l'Afrique en approfondissant l'étude des circulations multiples entre les continents en termes de diffusion des techniques, des pratiques professionnelles et des représentations et en mettant en valeur des expériences singulières, ce qui permettrait de dépasser l'étude des processus d'appropriations par les Africains des modèles de presse anglais ou français.

L'approche des constructions mémorielles par les médias confirme la nécessité d'ouvrir de vastes chantiers sur les récits de différentes natures qui circulent sur certains événements encore trop peu étudiés. La confrontation des récits médiatiques à d'autres formes de récits (témoignages, récits littéraires, récits judiciaires, récits négationnistes) pourrait apporter de précieux enseignements sur la fabrique de ces récits, les contextes de leur fabrique et les acteurs qui les produisent. Il s'agirait par ailleurs de s'intéresser à leurs espaces de diffusion, aux différents vecteurs de leur circulation ainsi qu'aux modalités de leur appropriation souvent à l'origine de forme de reconfiguration.

Ce type d'approche ouvre enfin la voie à une réflexion sur les jeux d'influence réciproques entre ces récits et le récit historique. Comme sur d'autres sujets, l'historien se trouve

confronté à des demandes sociales parfois fortes pour des événements passés qui peuvent être sources de passion, de fierté ou de honte, d'engagement politique ou de mobilisation citoyenne. Il lui revient dès lors de travailler à la fois à la consolidation d'un récit historique qui peut heurter certaines mémoires en circulation tout en réfléchissant à la manière dont la fabrique de l'histoire peut se trouver orientée, influencée ou nourrie par le contexte mémoriel. Nous espérons en définitive que ce dossier contribuera à confirmer la fécondité d'une approche par les médias de l'histoire de l'Afrique de même qu'il mettra en valeur le bénéfique, pour les historiens des médias, d'études menées sur des «terrains» africains.

## Notes

<sup>1</sup> T. Perret, « Les médias et la « mesure » de la démocratie. Entretien avec Souleymane Bachir Diagne », *Africultures*, n°71, 2007/2, p.30-32, [www.cairn.info/revue-africultures-2007-2-page-30.htm](http://www.cairn.info/revue-africultures-2007-2-page-30.htm).

<sup>2</sup> M.-S. Frère est Professeur de journalisme à l'ULB et Maître de recherche au FNRS.

F. Havelange a dirigé jusqu'en 2011 l'Institut Panos Paris et a contribué à la publication dès 1991 de l'ouvrage *Presse francophone d'Afrique. Vers le pluralisme* (Paris, L'Harmattan, 1991, 280 p.).

<sup>3</sup> M.-S. Frère (dir.), *Médias d'Afrique. Vingt-cinq années de pluralisme de l'information (1990-2015)*, Paris, Karthala, 2015, 257 p.

<sup>4</sup> L'ouvrage regroupe les productions de chercheurs en Sciences de l'information et de la communication (SIC), de responsables de programmes pour l'institut Panos ou de journalistes.

<sup>5</sup> M.-S. Frère, *Médias*

*d'Afrique...*, op. cit., p.256.

<sup>6</sup> M. Bonhomme, A. O. Barry, B. Fleury,

J. Walter (éd.), *Les médias au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Formes discursives, publics et enjeux démocratiques, Questions de communication*, série Actes, n°28, 2015, 438p.

<sup>7</sup> Winston Mano est directeur de l'Africa Media Center (Uni. de Westminster) et éditeur du *Journal of African Media Studies*.

W. Mano (éd.), *Racism, ethnicity and the Media in Africa. Mediating conflict in the twenty-first century*, IB Tauris, London/New York, 2015, 347p.

<sup>8</sup> *Ibid*, p.2.

<sup>9</sup> S. Capitant, M.-S. Frère, « Introduction », in *Les Afriques médiatiques, Afrique contemporaine*, n°240, 2011/4, p.25-41.

<sup>10</sup> Sur les raisons de cette méconnaissance mutuelle persistante : *Ibid*, p.32-34.

<sup>11</sup> *Feuilles d'Afrique. Etude de la presse de l'Afrique subsaharienne*, Talence, MSHA, 1995,

364 p. ; *L'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2002, 320 p. ; *L'Afrique noire et ses télévisions*, Paris, Anthropos/INA, 1992, 340 p.

<sup>12</sup> Afrique nouvelle. *Un hebdomadaire catholique dans l'histoire (1946-1987)*, Talence, MSHA, 1996, 313 p; *Un quart de siècle de Dialogue. L'aventure d'une revue pour élites (1967-1992)*, *Dialogue*, avril 1992, p.13-26.

<sup>13</sup> A. Lenoble-Bart, A. Chéneau-Loquay (dir.), *Les médias africains à l'heure du numérique, Netsuds*, n°5, septembre 2010, 135 p.

<sup>14</sup> E. Damome, *Radios et religions en Afrique Subsaharienne. Dynamisme, concurrence, action sociale*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2014, p.319.

<sup>15</sup> N. Ouendji, *Les journalistes à l'heure du téléphone portable : usages et enjeux dans les médias camerounais: réflexions à la lumière de l'expérience française*, Thèse, Université de Bordeaux, 2008.

<sup>16</sup> B. Rambaud, *Trajectoires africaines de modèles médiatiques occidentaux: analyse comparative de la presse écrite du Burkina Faso et du Kenya*,

Thèse, Université de Bordeaux III, 2009.

<sup>17</sup> T. Dioh, *Histoire de la télévision en Afrique noire francophone, des origines à nos jours*, Paris, Éditions Karthala, 2009, 240 p.

<sup>18</sup> F. B Nyamnjoh, *Africa's media. Democracy and the politics of belonging*, Londres/Pretoria, Zed Books/Unisa Press, 2005, 320 p.

<sup>19</sup> H.Wasserman, *Tabloid Journalism in South Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 2010, 240 p. ; *Popular Media, Democracy and Development in Africa*, Londres, Routledge, 2011, 288 p.

<sup>20</sup> Commission MacBride, *Voix multiples, un*

*seul monde*, Paris, Unesco/Les Nouvelles éditions africaines/La Documentation française, 1980, 379 p.

<sup>21</sup> Dans les années 1990-2000, ces inégalités sont souvent abordées sous l'angle de la

« fracture » ou du « fossé numérique ». En langue française, voir les travaux de Bernard Conte, Annie Chéneau-Loquay, Abdoul Ba ou Alain Kiyindou.

<sup>22</sup> Sur ces points: F. Robinet, *Silences et récits. Les médias français à l'épreuve des conflits africains*, Bry, INA Editions, 2016. Voir également: T. Mattelart (dir.), *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers Monde et audiovisuel sans frontière*, Bruxelles, De Boeck, 2002, 316 p. ; C. Momouni, « L'image de l'Afrique dans les médias occidentaux: une explication par le modèle de l'agenda-setting », *Les Cahiers du journalisme*, n°12, automne 2003, p.152-169 ; J.-P. Marthoz, « Journalisme global ou journalisme de métropole? », in M.-S. Frère (dir.), *Afrique centrale, médias et conflits. Vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Bruxelles, GRIP/Complexe, 2005, p.299-316.

<sup>23</sup> Voir notamment: I. Veyrat-Masson, P. Blanchard, « Les guerres de mémoire: un objet d'étude, au carrefour de l'histoire et des processus de médiatisation », in *Les guerres de mémoire. Le France et son histoire*, Paris, La Découverte, 2010, 336 p. ; *Shoah et génocides. Médias, mémoire, histoire*, *Le Temps des Médias*, n°5, 2005/2, 192 p.

<sup>24</sup> Sur la fabrique des mémoires de quelques grandes figures africaines : *Héros nationaux et pères de la nation en Afrique, Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°118, 2013/2, 258 p.

<sup>25</sup> J.-P. Chrétien, « Pourquoi l'Afrique, pourquoi l'histoire », *Afrique c histoire*, 2003/1, (vol. 1), p. 7-19 ; A.B. Konaré (dir.), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La Découverte, 2008, 348 p.

<sup>26</sup> C. Coquery-Vidrovitch, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Marseille, Agone, 2009, 190 p.

<sup>27</sup> E. M'Bokolo, « L'Afrique et le XX<sup>e</sup> siècle : dépossession, renaissance, incertitudes », *Politique étrangère*, n°3-4, 2000, p.717-729.

<sup>28</sup> La question de l'accès aux sources audiovisuelles est ici primordiale: H. Ba, « Valoriser son patrimoine audiovisuel, un enjeu africain à l'ère de la TNT », *InaGlobal*, 24 juin 2015, [www.inaglobal.fr/television/article/valoriser-son-patrimoine-audiovisuel-unenjeu-africain-l-ere-de-la-tnt-8320](http://www.inaglobal.fr/television/article/valoriser-son-patrimoine-audiovisuel-unenjeu-africain-l-ere-de-la-tnt-8320) ; E. Damome, « Le développement des recherches sur la radio en

Afrique», *Recherche en communication*, n°26, 2006, p.81-92.

<sup>29</sup> La publication récente de l'ouvrage d'Odile Goerg, *Fantômas sous les tropiques. Aller au cinéma en Afrique occidentale* (Paris, Vendémiaire, 2015, 288 p.) illustre à ce titre la fécondité des recherches sur le cinéma en Afrique.

<sup>30</sup> La tendance observée dans l'historiographie à une focalisation des regards sur les guerres, les génocides ou les événements porteurs de violences se confirme dans les propositions reçues. Le choix a été fait de réserver une place importante à ces mémoires traumatiques ou conflictuelles sans souci d'exhaustivité – tout en veillant à conserver une ouverture sur d'autres formes de processus de construction mémorielle.

<sup>31</sup> Outre les enjeux de l'inégal accès aux sources du fait de l'incomplétude des séries, de problèmes de conservation ou de phénomène de destruction en période de troubles, se pose aussi la question de la sensibilisation des chercheurs

aux avancées actuelles de la recherche en histoire et en SIC sur les contenus médiatiques, sur les pratiques professionnelles et sur les publics.